

Les violences conjugales ne s'arrêtent pas avec une rupture

"Il y a, à ce moment-là, un risque de passage à l'acte violent"

La majorité des femmes victimes de violences conjugales (79% des sondées) subissent encore des violences après une séparation, révèle une étude menée en Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'ASBL "Solidarité Femmes", dont Le Soir fait écho lundi.

Une première étude de terrain menée en Fédération Wallonie-Bruxelles démontre que les violences ne cessent pas avec la rupture. "Il s'agit d'une représentation encore souvent véhiculée par les professionnels de la police, de la justice", constate Emmanuelle Melan. Criminologue, elle a mené cette recherche sur les violences post-séparation pour l'ASBL "Solidarité Femmes". "Pour un homme violent, voir qu'il perd son emprise sur l'autre, c'est la vexation ultime. Toutes les études démontrent qu'il y a, à ce moment-là, un risque accru de passage à l'acte violent", poursuit-elle.

Neuf fois sur 10, le harcèlement est, au moment de la rupture, presque constant. L'étude démontre aussi que ces comportements harcelants perdurent, voire s'amplifient avec le temps.

En outre, en cas de procédure juridique, 80 % des anciens conjoints adoptent une attitude non collaborative. La chercheuse a identifié quatre stratégies: menacer de faire perdre la garde des enfants (80 % des dossiers), faire de fausses allégations et dénigrer (92 %), utiliser l'enfant pour contrôler et piéger la mère (89 %), faire alliance avec l'enfant contre la mère (92 %).